

Aspects démographiques du sous-développement

Léon Tabah

Volume 33, numéro 1, avril–juin 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001216ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001216ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tabah, L. (1957). Aspects démographiques du sous-développement. *L'Actualité économique*, 33(1), 150–156. <https://doi.org/10.7202/1001216ar>

Aspects démographiques du sous-développement

À plusieurs reprises L'Actualité Économique a publié des analyses du sous-développement, envisagé sous des angles très divers. Souvent il a fallu tenir compte de certains facteurs démographiques dont les effets sur l'économie sont encore mal connus et qui de toute façon représentent à l'heure actuelle un des obstacles les plus difficiles à franchir parmi ceux que rencontrent les pays sous développés dans leurs efforts vers une croissance économique rapide. M. Léon Tabah, dont les travaux sur la question sont connus, établit dans l'article qui suit certaines des liaisons les plus frappantes des données économiques et démographiques du processus de croissance généralisé.

Le problème de l'aide aux pays dits «sous-développés», dont on parle tant depuis quinze ans, présente la particularité d'avoir été créé par l'Organisation des Nations-Unies, sur une initiative américaine, au lendemain de la dernière guerre. L'impulsion initiale est venue, il importe de le souligner, non pas d'une quelconque sollicitation émanant des pays pauvres, mais d'une offre faite par les pays riches eux-mêmes.

L'idée que l'expansion mondiale serait favorable à l'économie des pays les plus développés animait certainement les promoteurs d'un vaste plan «d'assistance»: un élargissement du commerce international pouvait paraître avantageux, voire indispensable, à l'économie de nombreux pays riches, dont beaucoup se voyaient privés de leurs débouchés et sources d'approvisionnement traditionnels dans les territoires lointains, et vivaient dans l'appréhension d'une nouvelle secousse semblable à celle des années 1929-33. Un sentiment de générosité n'était cependant pas étranger au projet; d'autant plus qu'il a longtemps caractérisé l'opinion américaine dans l'intervalle des deux guerres et a pu ainsi appuyer les

préoccupations proprement politiques. La croyance en un machinisme perfectionné, et facilement reproductible, désormais capable de bouleverser les structures existantes, et de libérer rapidement tous les peuples de la misère, était très répandue, tant dans l'opinion que chez les spécialistes eux-mêmes.

Quoi qu'il en soit, les capitaux n'ont pas suivi les promesses faites et il fallut reconnaître la vanité des projets grandioses qui avaient été ébauchés, dégonfler le mouvement d'espoir que l'on avait imprudemment fait naître.

Certes, depuis la fin de la guerre plus d'un demi-milliard d'habitants de l'Asie et de l'Afrique ont conquis leur indépendance nationale. Mais le simple fait de jouir d'une liberté politique, s'il est souvent une condition même du progrès économique et social dans certains pays, n'a pas amené, pour le moment, cette amélioration des conditions de vie dont les populations des pays sous-développés ont un si pressant besoin et qu'ils appellent de tous leurs vœux. Non seulement le résultat espéré reste encore à obtenir, mais dans nombre de pays, c'est un abaissement de la consommation par tête qui est observé avec l'accroissement du nombre de bouches à nourrir. Bien souvent, les anciens éléments de stabilité se sont écroulés et, à mesure que de nouveaux espoirs se sont levés, de nouvelles ambitions, plus fortes encore, se sont manifestées. L'expansion économique est devenue de la sorte plus une idée qu'une réalité, un cri de ralliement de millions d'êtres qui s'insurgent contre leur pauvreté alors que le niveau d'existence ne cesse de s'élever dans les pays libérés du frein démographique et pourvus d'une solide infrastructure. Le désir de se hausser au niveau des pays développés constitue certainement une source d'énergie considérable, mais il risque aussi par cela même, de susciter des mécontentements qui déjà inquiètent les pays occidentaux.

Comment expliquer l'échec quasi total des plans de développement mondial élaborés par les organismes internationaux? Il semble qu'il y ait, à l'origine de ces désillusions, une connaissance insuffisante et un manque d'analyse du processus complexe de la croissance. En particulier, on avait sous-estimé un facteur qui s'est finalement révélé essentiel; celui de l'accroissement des populations. Les pays européens n'avaient-ils pas eux-mêmes connu une expansion importante sans pour cela se heurter à des difficultés insur-

montables comme c'est aujourd'hui le cas des pays sous-développés? Il y a cependant une différence de degré qui modifie entièrement les données du problème.

Une des caractéristiques les plus communes aux pays pauvres est un niveau élevé de la natalité accompagné d'une mortalité en baisse rapide. Le tableau est partout à peu de choses près le même: la natalité est approximativement celle des pays de l'Europe du milieu du XVIII^{ème} siècle et la mortalité celle de ces mêmes pays d'Europe à la fin du XIX^{ème} siècle, après 150 années de développement presque ininterrompu.

Mais, alors qu'en Europe le progrès a été surtout obtenu grâce à l'amélioration des conditions économiques, la baisse de la mortalité des pays pauvres est surtout due, pour le moment, au progrès de la science médicale et à sa diffusion. Le progrès médical vient du dehors alors qu'en Europe, venu du dedans, il devait se plier au rythme général du progrès économique et était donc nécessairement lent. La naissance même d'une conscience mondiale rend aujourd'hui l'assistance sanitaire plus inéluctable que l'assistance purement économique, d'autant plus qu'elle est moins coûteuse.

Par contre, la natalité ne peut suivre un rythme de baisse aussi rapide. La réduction des naissances suppose, en effet, une transformation profonde des mœurs et ne peut intervenir qu'avec lenteur. Une initiative extérieure apparaît, dans ce domaine, souvent déplaisante aux populations et risque de bouleverser les structures sociales existantes. Il est encore difficile de dire à quel moment cette deuxième phase du cycle démographique sera déclenchée et les démographes se trouvent réduits, dans leurs prévisions, à couvrir tout le champ des éventualités sur le moment où la baisse interviendra et le rythme qu'elle prendra.

On peut toutefois discerner une opinion dominante: la seconde phase du cycle démographique sera parcourue à un rythme aussi lent que celui qui a été observé en Europe depuis le milieu ou la fin du XIX^{ème} siècle, les facteurs économiques et culturels actuels s'opposant à la limitation des naissances. La cadence rapide avec laquelle se déroule la première phase, en empêchant une amélioration du niveau d'existence, en est elle-même en partie responsable.

De plus, quelles que soient les évolutions possibles des facteurs économiques et culturels, les prévisions indiquent toujours une forte accélération de la croissance actuelle, *en raison même de la vitesse acquise*. La marge d'erreur est donc faible lorsque les calculs de prévision démographique sont limités à une génération, l'incertitude ne commençant réellement qu'au delà.

Prenons, par exemple, le cas de l'Égypte. La population a approximativement doublé en 50 ans, de 1897 à 1947; selon les démographes de l'O.N.U., un nouveau doublement exigera deux fois moins de temps, quelles que soient les données économiques et sociales et quelle que soit la volonté des gouvernants de limiter la croissance actuelle. En Inde, la baisse de la mortalité est sérieusement amorcée tout en étant encore loin de parvenir en fin de course; le taux d'accroissement annuel n'est de ce fait encore que de 1.3 p.c., mais il doit progressivement atteindre et dépasser 2 p.c. d'ici 1975. En Algérie, le taux annuel d'accroissement atteint déjà 2.5 p.c., soit plus de deux fois supérieur à celui de l'Europe encore non malthusienne de la première moitié du XIX^e siècle. Selon les hypothèses moyennes, ce taux doit atteindre et même dépasser 3 p.c., assurant un doublement dans les 23 ou 25 prochaines années. Les pays de l'Amérique centrale connaissent actuellement la croissance la plus rapide, en raison de l'amélioration récente du niveau sanitaire que ne compense pas encore la baisse de la natalité. Ainsi, au Vénézuéla, la population doit doubler en 20 ans; le rythme de progression approche 3 p.c., suivi de peu par celui du Mexique et celui du Brésil. Dans la plupart des pays musulmans, qui représentent actuellement 400 millions d'habitants, le doublement requiert souvent moins de 25 ans, la nuptialité étant particulièrement forte et précoce. La part des populations musulmanes dans le monde doit passer de 15.4 p.c. en 1955 à 22 p.c. en 1975.

Selon les hypothèses moyennes, on obtient pour l'ensemble des pays pauvres, définis, par exemple, par un revenu annuel moyen inférieur à 100 dollars, un doublement du chiffre de la population en 25 ans et une multiplication par plus de 4 en 50 ans. De 1,600 millions aujourd'hui, la population des pays pauvres passerait à 3,600 millions en 1980 et à un peu plus de 7,600 millions en l'an 2,000.

Certes, l'expansion démographique est loin de constituer en elle-même une source de difficultés insurmontables, bien au contraire. L'exemple même des populations européennes au XIX^e siècle le montre bien. L'expansion démographique des pays européens au XIX^e siècle a même favorisé l'essor économique de ces pays. Mais des taux de croissances comparables à ceux qu'on observe actuellement dans les pays sous-développés (deux fois plus élevés) sont inédits dans l'histoire de l'humanité et posent des problèmes qu'on n'a pas le droit de sous-estimer. Le problème essentiel est de rechercher dans quelles conditions seront assurés à ces populations en progression constante, de nouveaux moyens de vivre et de produire. L'accroissement de production à réaliser pour que, dans cette course-poursuite entre la production et la population, le premier l'emporte de façon définitive, doit répondre à deux objectifs :

a) couvrir l'accroissement de population pour éviter une dégradation des conditions de vie actuelles;

b) couvrir les besoins vitaux non satisfaits et élever suffisamment la consommation et le niveau culturel pour amorcer le progrès économique et préparer en même temps les esprits à un contrôle volontaire des naissances, étant bien entendu que l'initiative, en ce domaine, ne saurait être efficacement suscitée de l'extérieur et devrait puiser ses sources dans les forces internes.

Pour répondre à ces objectifs, il faudrait posséder les éléments métriques permettant de prévoir le développement économique. Or, ces instruments de mesure font déjà défaut dans les pays avancés, et manquent presque totalement pour les pays retardés. Ils supposent, en effet, des définitions précises et des statistiques assez détaillées sur la formation du capital et le revenu national.

De plus, il est difficile de prévoir une adaptation globale et simultanée de toute l'armature des nombreux éléments qui commandent l'évolution générale, même si on les ramène à quatre : fécondité, mortalité, taux des investissements et taux d'intérêt national.

Les démographes et les économistes ne sont pas encore allés au bout de ce calcul difficile. Les premières approches sont cependant intéressantes. Elles montrent que si l'on borne le calcul à une génération, l'incertitude porte presque essentiellement sur le

développement de la production, les limites de la prévision étant relativement étroites pour le progrès démographique. Par contre, dès que le calcul porte sur une période plus longue, le champ d'incertitude s'élargit considérablement, l'évolution de la population entrant à son tour sous la dépendance de facteurs dont il est difficile d'imaginer dès maintenant le comportement. Le facteur démographique étant affecté d'une forte inertie pendant une génération, c'est le facteur économique qui apparaît décisif. Pendant cet intervalle, l'accroissement du niveau d'existence apparaît en général faible ou nul, au mieux.

Lorsque l'on allonge la période de prévision au delà d'une génération, l'évolution du niveau de vie dépend alors essentiellement de la question de savoir si, pendant les prochaines décades, l'esprit de prévoyance s'est suffisamment développé, entraînant une modification profonde dans le comportement des couples. La progression du niveau de la consommation par tête sera plus ou moins forte selon le rythme de baisse de la fécondité et le rendement des investissements.

Un plan de «démarrage», appuyé ou non sur une aide étrangère, ne semble pas ainsi trouver une justification réelle sans la perspective d'une limitation des naissances qui ne soit ni trop différée, ni trop lente.

Or, nous ignorons les relations complexes qui lient la fécondité et le niveau de vie. Nos connaissances se bornent à la simple constatation qu'un mouvement de réduction des naissances est toujours précédé d'une progression sensible du niveau de vie. Mais aucune loi rigide liant la baisse de la fécondité à l'amélioration des conditions de vie n'apparaît universelle et valable pour tous les temps.

Quoi qu'il en soit, un calcul, même approché, montre que des investissements importants sont nécessaires dès que l'on veut relever un tant soit peu le niveau de la consommation par tête. Des taux d'investissements nets atteignant 20 p.c. du revenu national doivent souvent être requis pour doubler simplement le niveau de vie en 25 ou 30 ans, alors que l'on prévoit pour la France, par exemple, un doublement en 15 ou 20 ans. On est loin des estimations faites par les experts des Nations-Unies. C'est deux ou trois fois plus qui serait nécessaire dès le départ, et on voit mal

les pays riches consacrer presque autant de leur revenu au développement des pays pauvres qu'à leurs propres investissements.

L'écart actuel dans le niveau de vie des pays développés et sous-développés ira alors en se creusant davantage. Or, le niveau de départ est déjà très bas dans les premiers, très inférieurs à celui qu'ont connu les pays européens avant la révolution industrielle. Le revenu moyen d'un Algérien est, par exemple, quatre à cinq fois inférieur à celui du Français entre 1800 et 1850.

La question se pose dès lors de savoir ce qu'il adviendra des pays actuellement les plus pauvres. Il paraît en effet difficile d'imaginer pour eux une croissance indéfinie qui les amènera à doubler tous les 20 ou 25 ans, alors que dans les pays riches le bien-être ne cesse de croître. La situation est aggravée par le fait que l'augmentation des besoins s'accroît plus rapidement que la possibilité de les satisfaire. La radio, le cinéma suscitent des besoins nouveaux (effet de « démonstration » de Duesenberry).

Trois possibilités s'ouvrent donc aux pays pauvres. Ou bien la fécondité baissant dès maintenant et à un rythme rapide, le progrès économique et social pourra alors prendre place pourvu que le taux des investissements soit suffisant, et que la formation professionnelle ne demande pas trop de temps; mais c'est rarement le cas.

Ou alors la fécondité ne pouvant baisser d'elle-même à un rythme suffisant, et à une échéance qui ne soit pas trop éloignée, l'amélioration de l'état sanitaire s'affaiblira peu à peu. La population s'acheminera vers un équilibre de misère.

Enfin, devant l'incapacité où se trouvent les dirigeants d'obtenir une diminution spontanée de la natalité, on ira peut-être jusqu'à des mesures légales d'avortement sur une grande échelle, comme c'est le cas au Japon depuis 1948. Il n'est cependant pas évident que les résultats obtenus par l'expérience japonaise puissent se répéter dans d'autres pays, étant donné un contexte culturel très différent, dans la plupart des cas. De plus, la conjoncture politique n'y est pas toujours favorable. Une population nombreuse est en effet très souvent considérée comme un signe de puissance.

Léon TABAH,
docteur ès sciences économiques (Paris).